

LA PROBLÉMATIQUE SERA SOULEVÉE LORS DE LA PROCHAINE TRIPARTITE

La réglementation des changes demeure contraignante pour les exportateurs

La réglementation des changes, régie par la Banque d'Algérie, demeure encore contraignante, pénalisante pour les exportateurs nationaux.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Cette réglementation empêche l'ouverture de comptoirs et bureaux de représentation à l'étranger, a indiqué hier le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal).

Invité du Forum Economie du quotidien *El Moudjahid*, Ali Bey Nasri a estimé que les exportateurs peinent à se développer à l'international, dans la mesure où l'investissement et l'installation de bureaux économiques à l'étranger restent contraints par la réglementation du Conseil de la monnaie et du crédit.

Une difficulté qui s'explique par «le syndrome de la devise», la crainte de fuite de capitaux, laisse entendre le président de l'Anexal. Or, Ali Bey Nasri considère qu'il est possible d'«exclure» l'ouverture de comptoirs de cette interdiction, d'autant que les entreprises exportatrices peuvent utiliser à leur guise une partie de la recette d'exportation. Une contrainte qui s'ajoute au problème de la «pénalisation» du non-rapatriement des dividendes d'exportation.

Déplorent une situation «vraiment préjudiciable», le président de l'Anexal déplore que nombre d'opérateurs ont abandonné l'activité d'exportation, par crainte d'être condamnés à des sanctions pénales en cas d'incidents de défaut ou retard de rapatriement, même si les délais ont été prolongés jusqu'à 180 jours. Ainsi, si l'acte d'importation n'est nullement contraint mais largement facilité, il n'en est cependant pas le cas pour l'acte d'exporter, de «ramener des devises» au bénéfice de l'économie nationale, déplore l'hôte d'*El Moudjahid*.

Ce que les exportateurs revendiquent

Des facteurs à même de décourager le développement des exportations hors hydrocarbures, constate le président de l'Anexal qui appelle donc à «la mise à niveau» de cette réglementation des changes.

Une demande de mise à niveau qui a été déjà soulevée, précise Ali Bey Nasri, mais qui sera reformulée lors de la prochaine rencontre tripartite (gouvernement- UGTA-patronat), prévue le 23 février prochain. Ainsi, les exportateurs réitéreront leur demande de «faciliter»

l'installation de comptoirs et bureaux de représentation économique à l'étranger. Voire, les exportateurs souhaitent une meilleure écoute de la part de la Banque d'Algérie dont ils invitent le gouverneur (Mohamed Laksaci) à «se rapprocher» d'eux, dira le dirigeant de l'Anexal.

Autre revendication, formulée de manière récurrente, l'installation effective du Conseil national consultatif pour la promotion des exportations hors hydrocarbures (CNCPEX). Prévu par la législation depuis 2004 et placé sous l'égide du Premier ministre, le CNCPEX n'a pas encore été installé, déplore M. Nasri, dans la mesure où la mise en place de ce conseil aurait permis le développement des exportations hors hydrocarbures sur la base d'une stratégie efficiente.

D'autres propositions seront formulées lors de cette rencontre tripartite, indique le dirigeant de l'Anexal, s'agissant notamment de booster le développement de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), le lancement d'un programme de formation managériale et technique des opérateurs, la bonification des lignes de crédits bancaires à l'export, la nécessité d'impulser le développement de plateformes et d'infrastructures portuaires modernes et davantage opérationnelles...

L'opportunité médiatique pour Ali Bey Nasri de rappeler que sur soixante propositions formulées par les opérateurs dès 2011, seulement une dizaine a été effectivement mise en œuvre. A ce propos et se fiant à des assurances du ministre du Commerce, Mustapha Benbada, l'association semble confiante quant à la prise en charge des doléances non satisfaites lors de cette tripartite et qui sont «toujours d'actualité».

Remédier à la faiblesse des exportations hors hydrocarbures

Ce qui permettrait de remédier à la faiblesse des exportations hors hydrocarbures dont les recettes peinent à dépasser les 2 milliards de dollars comme en 2013 mais dont la structure reste encore dominée par les dérivés des hydrocarbures liquides et gazeux, même s'il faut noter l'exportation de produits agroalimentaires «remarquables».



Ali Bey Nasri déplore une situation préjudiciable pour les exportateurs.

Et ce, dans le contexte où la balance commerciale affiche un solde «légèrement» négatif inquiétant, avec des exportations globales de 67 milliards de dollars (dont 65 milliards de dollars d'hydrocarbures) et des importations de biens et services qui frôlent la barre des 70 milliards de dollars.

Ainsi, le président de l'Anexal notera une croissance de 10% des importations de biens entre 2012 et 2013, la facture s'établissant à 55 milliards de dollars, «un chiffre énorme» et dont une bonne partie est constituée par l'importation de véhicules de tourisme et de transport (6 milliards de dollars), de carburants (4 milliards de dollars), d'or (près de 900 millions de dollars)...

En ce sens, Ali Bey Nasri constate que les mesures de la loi de finances complémentaire pour 2009, pourtant censées contribuer à la réduction du trend haussier des importations, «n'ont pas eu l'effet escompté». Soit, un taux de couverture des importations par les exportations qui affiche «pour la première fois» un tassement, une tendance baissière, négative, relève le président de l'Anexal.

Ce dernier notant également que les importations de services ont fortement crû, avec une facture de l'ordre de 13 à 15 milliards de dollars. Comme il citera l'augmentation des coûts de

fret maritime et des surestaries dont la facture atteint les 5 milliards de dollars.

Autres solutions

D'où la nécessité d'œuvrer à renforcer les capacités de transport maritime des marchandises, booster les capacités de raffinage et stimuler le développement d'une industrie sidérurgique et manufacturière efficiente, constate-t-on. Cela même si Ali Bey Nasri note que des «signes positifs» sont à relever dans le domaine de la substitution à l'importation des carburants et le réarmement du pavillon national. Mais des mesures qui nécessitent également de remédier au déficit de «vision stratégique», indique le président de l'Anexal.

Ce dernier réitérant l'opportunité pour l'Algérie de pouvoir bien positionner ses produits notamment agricoles à l'international à charge cependant de transcender toutes velléités, avoir une volonté d'aller à l'exportation et de définir une stratégie d'intégration dans les marchés commerciaux cible.

Il s'agira aussi d'identifier les potentialités et métiers d'exportations, de garantir les conditions logistiques, de veiller à défendre ses intérêts commerciaux, voire ses droits sélectifs et ad-valorem à l'instar de l'Union européenne...

C. B.

AUTORISATIONS POUR DE NOUVELLES

LIGNES DE TRANSPORT

Les transporteurs demandent le gel de la procédure

L'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA) appelle au gel d'octroi d'autorisations pour de nouvelles lignes de transport. L'organisation estime que le secteur est saturé et nécessite un nouveau plan de transport.

Le secteur du transport souffre de l'anarchie ! Le constat n'est pas nouveau. Cette réalité dérange les transporteurs qui estiment que la situation de leur profession se dégrade du jour en jour.

L'absence totale de plan de transport et de programmes de formations sont à l'origine, disent-ils, de l'anarchie qui gangrène le secteur privé du transport depuis plusieurs années. Pour exprimer leur ras-le-bol, les concernés menacent de recourir à des mouvements de protestation. Pour calmer la colère des transporteurs, l'Organisation nationale des transporteurs algériens (ONTA), bureau d'Alger, a appelé, hier, dans un point de presse, le ministre des Transports à ouvrir les portes du dialogue.

L'ONTA a dénoncé l'octroi des autorisations pour de nouvelles lignes sans qu'aucune étude ne soit établie au préalable. Conséquence : des lignes sont saturées et d'autres pas suffisamment desservies. L'ONTA demande le gel de cette procédure dans l'immédiat en absence d'un plan de transport.

S. A.

PRÉVENTION ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La solution «ingénieuse» d'Amar Ghoul

Le ministre des Transports, Amar Ghoul, qui a fait savoir que 45% du parc automobile national est de type poids lourds, préconise l'utilisation du transport ferroviaire qui, se réjouit-il, s'étend sur 12 500 km. La superficie de l'Algérie avoisine les 2,5 millions km².

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Alors que l'Algérie est face à un sérieux problème de sécurité routière et a plus que jamais besoin de solutions concrètes, Amar Ghoul a étonné hier, à Alger, par son discours fait de «constats» et de «recommandations». C'est lui-même, d'ailleurs, qui fait savoir, lors d'une journée d'études sur la politique nationale de sécurité routière, que les victimes des accidents de la route s'élèvent à 4 540 en 2013. Il ajoute, également, que les dégâts causés au Trésor public sont de 100 milliards de dollars annuellement. «Ça équivaut au prix de 20 Boeings ou Airbus...», regrette-t-il.

En rappelant que le parc automobile national est de 8 millions de véhicules dont 45% de type poids lourds, qui sont souvent à l'origine des accidents de la route, le ministre préconise l'utilisation du réseau ferroviaire pour le transport de marchandises.

Il se réjouit, à ce propos, de l'étendue de ce réseau sur 12 500 km. Sauf que le



Amar Ghoul.

ministre a omis de préciser que le transport ferroviaire ne couvre pas une grande partie du pays, notamment le Sud,

sachant que la superficie globale de l'Algérie est de 2 381 741 km².

Le ministre qui a montré des inquiétudes quant à l'évolution rapide du parc automobile national, qui selon lui, atteindra les 20 millions de véhicules en 2025, «suggère», la création de réseaux ferroviaires entre les grands ports et les villes.

Pour ce qui est du désengorgement des villes à forte circulation, il propose d'orienter davantage les citoyens vers les transports en commun. Même si Amar Ghoul déplore la vétusté des bus des transporteurs privés qui, à ses yeux, doivent être améliorés, sinon renouvelés. Jusque-là, Amar Ghoul fait dans le constat, sinon dans la suggestion. La seule annonce concrète faite par le ministre consiste en la dotation de la capitale de 500 feux tricolores au mois d'avril prochain. Adjugé.

M. M.

PERMIS DE CONDUIRE

Amar Ghoul annonce une autre réhabilitation

Alors que le permis à point, n'est pas encore entré en vigueur, voilà que le ministre des Transports, Amar Ghoul, annonce une réhabilitation et une mise en conformité de ce document aux normes internationales. Reste à savoir, s'il s'agit carrément d'un autre type de permis de conduire ou quelques ajustements.

Après le permis à point d'Amar Tou, pas encore entré en vigueur, les mises à niveau d'Amar Ghoul. A chaque ministre sa vision de la route.

M. M.